



Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie
du 14 décembre 2016 relative à l'évolution des produits de capacité commercialisés par
GRTgaz et TIGF

Eni remercie la CRE pour l'opportunité qui lui est donnée de contribuer à cette consultation publique portant sur les évolutions des produits des capacités commercialisés par GRTgaz et TIGF concernant la création du PIV France Belgique et l'introduction d'une offre de substitution des capacités groupées par des capacités non groupées.

Question 1 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre par GRTgaz et Fluxys d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique au 1^{er} octobre 2017 dans les conditions proposées?

Eni est favorable au maintien des volumes de capacités et des tarifs en vigueur dans le cadre de la création du PIV France Belgique.

Par ailleurs, nous sommes favorables au calendrier proposé consistant à commercialiser les capacités dès Mars 2017 pour l'année gazière 2017-2018.

En ce qui concerne les modalités opérationnelles, Eni est favorable à ce que soient commercialisées en premier lieu les capacités fermes avant les capacités rebours.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien de la commercialisation des 4 GWh/j de capacités rebours dans le sens Belgique vers France ?

Eni considère que cette capacité, déjà existante, peut en effet servir dans certaines configurations de flux. A ce titre, il convient de maintenir sa commercialisation.

Question 3 : Au 1^{er} octobre 2017, préférez-vous le maintien du mécanisme de netting rebond avec l'UBI dans le sens Belgique vers France ou la suppression du netting rebond au profit du maintien de l'UBI dans les deux sens ?

Question 4 : Considérez-vous, comme la CRE, que GRTgaz doit poursuivre ses efforts pour proposer à terme l'UBI dans les deux sens ainsi que le netting rebond ?

Eni partage l'analyse de la CRE : le flux majoritaire est à ce stade dans le sens Belgique France.

A ce titre, il conviendrait dans un premier temps de maintenir les services de netting et rebond et l'UBI dans le sens Belgique vers France.

Toutefois, GRTgaz devra travailler pour pouvoir proposer et mettre en œuvre ces 2 services à court terme dans les 2 sens.

Question 5 : Avez-vous d'autres remarques concernant les modalités de mise en place du PIV ?

Non.

Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du service de substitution de manière anticipée, dès mars 2017, aux PIR sur lesquels le code CAM est appliqué (Alverigem, Jura, Obergailbach, Oltingue, Oltingue, Pirineos, taisnières B, Taisnières H) ?

Eni y est favorable et ce dès Mars 2017.

Question 7 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la proposition des GRT de ne pas appliquer le mécanisme de substitution en cas de congestion de l'interconnexion ?

Eni comprend l'argumentaire de la CRE et des GRT concernant la gestion de la congestion en lien avec l'offre de substitution.

Toutefois, une situation de congestion ne doit pas empêcher de pouvoir résoudre les situations de mismatches de capacités pour les expéditeurs.

La proposition de TIGF semble répondre à cette nécessité. En effet, elle est de nature à maximiser les souscriptions de capacité pour les GRT, et ainsi garantir les revenus des GRT, mais aussi de satisfaire les besoins des expéditeurs qui souhaitent résorber les écarts de capacités non groupées.

Cependant, il est important que les règles du service de substitution soient identiques pour les 2 GRT.

Question 8 : Souhaitez-vous, comme le propose TIGF, que le reliquat de capacité à l'issue des enchères soit alloué aux expéditeurs, ayant des capacités asymétriques, qui en font la demande?

Eni est favorable à cette solution qui permet de résoudre les mismatches de capacités malgré une éventuelle congestion.

Cependant, lorsqu'il y a plusieurs demandes, il conviendrait de définir des modalités de cette allocation aux fournisseurs s'étant manifesté pour la substitution.

Cette allocation pourrait se faire au prorata des demandes après connaissance du reliquat disponible et du prix d'adjudication de l'enchère.

Cependant, il n'est pas nécessaire et nous n'y sommes pas favorables, comme le propose TIGF, à ce que les fournisseurs souhaitant bénéficier du service de substitution se manifestent en amont du dernier tour des enchères.

Enfin il est important que les 2 GRT appliquent cette même proposition qui semble représenter un bon compromis pour la gestion de ce service dans les situations de congestions.

Question 9 : Avez-vous d'autres remarques sur les modalités de mise en œuvre de ce mécanisme ?

Eni suggère que le délai proposé par GRTgaz de 5 jours ouvrés après l'enchère soit relevé à au moins 10 jours, ceci afin de sécuriser la communication et l'activation de ce service pour les fournisseurs.